

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 11 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur 

EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)

91 rue des Eglantiers
73230 Saint-Alban-Leysse

Références : 20230315-RAP-ExcoffierRecyclageStAlbanLeysse-Inspection
Code AIOT : 0003200726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 mars 2023 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO) implanté 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse. L'inspection a été annoncée le 23 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)
- 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse
- Code AIOT : 0003200726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EXCOFFIER RECYCLAGE, dont le siège social est située à Villy-le-Pelloux (74), exploite à Saint-Alban-Leysse, des installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, relevant du régime de l'autorisation, en particulier sous les rubriques suivantes :
- 2718-1 (A) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t

- 3510 (A) : Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10

tonnes par jour, s'agissant du mélange et du reconditionnement des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718 ;

- 3550 (A) : Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, s'agissant notamment du stockage des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718.

Le site bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral du 21 décembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Attestation Garanties financières
- Rejets liquides
- Prévention nuisances sonores
- Risque accidentels : moyens en eau incendie et dispositifs de confinement
- Portique de détection des déchets radioactifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.1.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Moyens en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Dispositif de confinement des d'extinctions incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.7.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Dispositions spécifiques à la gestion des déchets : portique de détection déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.1.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.2.1 et 7.1.2	Sans objet
2	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.5.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.4.7.1, 4.5.1.1 et 4.5.1.3	Observation
5	Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.2.2	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à la société Excoffier Recyclage, par lettre préfectorale :

- Sous un délai d'1 mois de justifier la mise en place effective des alvéoles au niveau de l'aire de tri et transit des déchets métalliques concernés, prévues par l'article 5.1.5 de l'AP du 21/12/2022.
- Sous un délai de 3 mois de :
 1. confirmer l'installation de la bâche à eau souple de 180 m³ afin de disposer du volume complémentaire requis pour les besoins en eaux d'extinction incendie.
 2. justifier la mise en oeuvre de la rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, pour permettre le confinement du volume total des eaux d'extinction incendie.
 3. Justifier la mise en place sur site du dispositif de détection de la radioactivité.
Dans le même délai, il transmettra sa procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.

A l'issue des délais impartis pour les 4 demandes susvisées, des sanctions administratives pourront être engagées à l'encontre de l'exploitant.

Nous demandons également à l'exploitant :

- sous un délai d'1 mois :
de transmettre les résultats d'analyses des rejets liquides.
Il veillera également à respecter la fréquence d'analyses fixée par l'article 4.5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022.
- sous un délai de 3 mois de transmettre les résultats des analyses bruit et de faire part des dispositions prévues pour limiter la gêne ressentie par les riverains.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.2.1 et 71.2
Thème(s) : Situation administrative, Installations concernées ICPE et déchets admissibles
Prescription contrôlée : Volume des activités aux articles 1.2.1 et 71.2
Constats : La nature et les quantités de déchets présents sur le site ainsi que les surfaces de stockages utilisées sont conformes à celles autorisées. A noter qu'actuellement, le site n'est pas exploité au maximum de ce qui est autorisé. Seul l'activité liée à la rubrique 2713 occupant une surface d'environ 5500 m ² est proche des limites autorisées de 5800 m ² . Le flux annuel autorisé de 30 000 tonnes pourra être vérifié au terme d'une année d'exploitation, à compter de la date de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières à constituer est fixé à 373 000 € TTC (trois cent soixante treize mille euros). Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 71.2 du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que la constitution du montant des garanties financières était en cours. Ce dernier a transmis par courriel du 16 mars 2023, l'attestation de constitution du montant des garanties financières de 373000 euros, signé le même jour sous forme d'un acte de cautionnement solidaire auprès du crédit agricole.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 4.4.71, 4.5.1.1 et 4.5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, points prélèvements, VLE et fréquence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.4.71</u></p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Les points de prélèvement d'échantillons sont au nombre de trois et sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 sur la zone Nord-Est, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ;- 1 sur la zone Sud-Ouest, en sortie de séparateur, juste avant rejet dans le bassin d'infiltration ;- 1 en sortie du séparateur qui traite les eaux de l'aire de lavage, avant rejet dans le réseau eaux usées du site, puis le réseau public d'eaux usées. <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p><u>Article 4.5.1.3</u></p> <p>Les substances présentes dans les eaux de lavage et des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et soumises à des VLE définies ci-avant sont analysées au moins deux fois par an.</p> <p><u>Article 4.5.5.1</u></p> <p>Voir Tableau</p> <p>Le débit maximal journalier du rejet des eaux de lavage est fixé à 10m³.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux usées de l'aire de lavage et des eaux pluviales, susceptibles d'être polluées dans les milieux récepteurs considérés (station d'épuration du Grand Chambéry ou nappe d'accompagnement de la Leysse), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de prélèvement d'échantillons sont au nombre de trois et correspondent à ceux identifiés à l'article 4.4.71.</p> <p>L'exploitant a précisé lors de l'inspection du 15 mars 2023 que le programme de surveillance réglementaire va être mis en place dès cette année et que des analyses des rejets liquides par Savoie Labo étaient prévues le 22 mars sur les 3 points de rejets identifiés.</p> <p>Il s'engage à transmettre les rapports d'analyses dès réception de ceux-ci.</p>
<p>Observations : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre les résultats d'analyses des rejets liquides.</p> <p>Il veillera également à respecter la fréquence d'analyses fixée par l'article 4.5.1.3 de l'AP du 21/12/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et manipulation des déchets de métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place sous un délai de 3 mois, au niveau de l'aire de tri et transit des déchets métalliques concernés, des alvéoles de 4 mètres de haut sur 3 façades pour limiter l'impact sonore et visuel.
Constats : Il a été constaté que le dispositif prévu n'a pas encore été mis en place. L'exploitant a fait part de ses réflexions sur la pertinence ou non de mettre en place ces alvéoles de 4 mètres de haut sur 3 façades, en exprimant que cela ne résoudra probablement pas la problématique bruit dû à la manipulation des déchets métalliques. Toutefois, il s'est engagé en séance de réaliser le dispositif prévu d'ici fin du premier semestre. Le responsable du site a précisé également qu'il allait entrer en contact avec le plaignant principal pour évoquer les mesures prévues et mises en place pour limiter au mieux les nuisances sonores dues à la manipulation des déchets métalliques.
Type de suites proposées : Avec suites Nous demandons à l'exploitant de confirmer d'ici fin juin 2023, la mise en place effective des alvéoles prévues par l'article 5.1.5 de l'AP du 21/12/2022.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Préventions nuisances sonores, vibrations, émissions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : A noter, que lors de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale du site, des riverains ont fait part de nuisances sonores dues à l'activité de manipulation des déchets métalliques au sud-est du site. L'exploitant a présenté un bon de commande passé le 10 mars 2023 auprès de la société SAGE ENVIRONNEMENT, pour réaliser des mesures de bruit. Il prévoit d'évaluer les niveaux acoustiques en limite de propriété et en zone à émergence réglementée par les 4 points de mesures suivants : <ul style="list-style-type: none">• Station 1 : située à l'Ouest de l'établissement et zone à émergence réglementée ;• Station 2 : localisée en limite Nord-Est de l'établissement et zone à émergence réglementée ;• Station 3 : située en limite Sud-Est de l'établissement (situé dans la zone de manipulation des déchets métalliques);• Station 4 : situé en zone à émergence réglementée (zone résidentielles, type immeuble).
Observations : Nous demandons à l'exploitant sous un délai de 3 mois de : <ul style="list-style-type: none">- transmettre les résultats,- faire part des dispositions prévues pour limiter la gêne ressentie par les riverains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, moyens externes de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour assurer la défense contre l'incendie des installations du site « bâtiment principal d'exploitation (hall + auvent) », les besoins en eau précédemment définis doivent être disponibles pendant un minimum de 2 h soit 480 m3. Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués : <ul style="list-style-type: none">• d'au moins un poteau incendie, implanté à l'entrée du site, qui assure un débit de 150 m3/h soit 300 m³ disponibles pendant 2 h. Il est conforme aux normes AFNOR NF S 62-200, NF S 61-211 et NF S 61-213,• d'autres poteaux incendie sont présents aux alentours du site, dont un second à moins de 100 dont le débit reste alimenté par le même réseau que le premier poteau incendie.• d'une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m3 a minima. L'exploitant s'assure régulièrement, auprès des entités responsables, de la conformité, du bon entretien et du bon fonctionnement de ces équipements.
Constats : L'exploitant prévoit de mettre en place courant 2023 une réserve d'eau d'un volume complémentaire de 180 m3. Suite à l'inspection, il a confirmé avoir eu rendez-vous le 22 mars dernier avec l'entreprise Mauro pour la mise en place de la réserve d'eau de 180 m3. L'entreprise Mauro doit revenir vers l'exploitant avec une proposition (budget, plan de principe) et lui a confirmé pouvoir lui mettre à disposition une équipe rapidement après validation du devis. A ce jour, malgré une relance récente, l'exploitant reste dans l'attente du retour de l'entreprise MAURO.
Type de suites proposées : Avec suites Nous demandons à l'exploitant de confirmer, sous un délai de 3 mois, l'installation de la bâche à eau souple de 180 m3. A l'issue de ce délai, des sanctions administratives pourront être engagées à son encontre.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques technologiques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.71-V
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par :</p> <p>les bassins d'orage et réseaux du site qui permettent de recueillir un volume total maximal estimé à 223 m³. Chacun de ces dispositifs est isolé par une vanne barrage en aval du séparateur à hydrocarbures auquel il est relié, par une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, réalisée en modifiant le bassin d'infiltration situé au niveau de la zone Nord-Est.</p> <p>Le dispositif de confinement étanche aux produits collectés a une capacité totale de 630 m³. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par l'exploitant qui a calculé la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; du volume d'eau liée aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats : La rétention complémentaire d'un volume 407 m³ qui doit être créée par la modification du bassin d'infiltration situé au niveau de la zone Nord-Est, n'est pas encore réalisée à ce jour.</p> <p>L'exploitant a expliqué avoir validé l'étude VERDIS et l'entreprise MAURO TP a été choisie par l'exploitant pour réaliser les travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre sous un délai d'1 mois, le planning de réalisation de la rétention complémentaire, - dans un délai de 3 mois, de justifier de la bonne réalisation de la rétention complémentaire. <p>A défaut, des sanctions administratives pourront être envisagées</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois pour la transmission du planning et 3 mois pour la réalisation de la rétention complémentaire

N° 8 : Dispositions spécifiques à la gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 71.1
Thème(s) : Risques chroniques, Portique de détection des déchets radioactifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.</p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.</p> <p>A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.</p> <p>En cas de détection de déchets radioactifs :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir.</p> <p>Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.</p> <p>En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.</p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.</p> <p>La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.</p> <p>En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.</p> <p>L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p>Constats : L'établissement n'est pas encore équipé d'un système de détection de la radioactivité pour le contrôle systématique des déchets entrants.</p> <p>L'exploitant a précisé que le dispositif sera mis en place par la société AM2C, sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de justifier, sous un délai de 3 mois, la mise en place sur site du dispositif de détection de la radioactivité.</p> <p>Dans le même délai, il transmettra sa procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité.</p>
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois